



Chaque mairie d'arrondissement dispose d'un budget propre.

dossier

TOUT SAVOIR SUR LE BUDGET

DANS LES MAIRIES D'ARRONDISSEMENT

►► Les états spéciaux des arrondissements représentent une procédure à part du budget qui concerne essentiellement les dépenses de fonctionnement. À l'instar du budget général, cette procédure comporte une phase administrative et une phase politique. Les mairies disposent également d'enveloppes au titre des investissements localisés.

PIERRE BOURRIAUD

Directeur général des services de la mairie du 17^e arrondissement

« 173 équipements de proximité »

« Écoles, crèches, établissements sportifs, culturels, espaces verts ou encore maison des associations, l'arrondissement compte 173 équipements de proximité. La mairie d'arrondissement dispose de la quasi-totalité du budget de fonctionnement, hors frais de personnel, en gestion directe ou déléguée aux directions. L'état spécial se prépare dès février. Il est élaboré en lien avec les directions gestionnaires des équipements lors de réunions auxquelles participe l'adjoint sectoriel. À partir des dépenses de l'année N-1, nous faisons des projections prenant en compte les besoins nouveaux pour évaluer les dépenses de l'année N+1. Fin avril/début mai, une première proposition est réalisée en respectant la note de cadrage élaborée par la DFA et l'adjoint aux Finances. Elle est accompagnée d'une note précisant les priorités du budget. Après avoir examiné cette proposition, la DFA nous reçoit fin mai/début juin, lors d'une réunion au cours de laquelle nous défendons notre budget. Il faut savoir que la

grosse partie des dépenses concerne le chauffage, le gaz et l'électricité qui sont évaluées par la direction du Patrimoine et de l'Architecture. Dans le courant de l'été, la DFA communique sa proposition qui est rediscutée lors d'une réunion politique entre la mairie d'arrondissement, l'adjoint aux Finances et le Premier adjoint. En amont, nous avons fait remonter ce qui ne nous satisfaisait pas dans la proposition de la DFA. La maire du 17^e présente deux ou trois sujets sur lesquels elle veut insister, l'essentiel des dépenses qui ont trait aux

moyens de fonctionnement des équipements faisant généralement consensus. La proposition arrêtée est ensuite présentée au conseil d'arrondissement de novembre, avant le vote du budget primitif en décembre par le Conseil de Paris.

Des investissements localisés

Parallèlement, la mairie participe à la discussion sur le budget d'investissement au travers des investissements localisés. Entre mars et mai, la maire d'arrondissement rencontre chaque direction lors d'une réunion qu'elle préside à laquelle sont associés le directeur et les services concernés. Ces moments d'échanges privilégiés permettent de programmer les travaux d'un montant inférieur à 1 million d'euros dans les équipements et sur l'espace public. La maire a le choix et la maîtrise complète des opérations au sein des enveloppes des investissements d'intérêt local d'un montant global de 5,2 millions d'euros. Les grosses opérations supérieures à 1 million d'euros, comme refaire une école ou une piscine, peuvent être proposées par la mairie d'arrondissement et décidées par la maire de Paris. Elles entrent dans le cadre du PIM. Lors de la conférence de programmation des équipements, qui se tient la première quinzaine de novembre avec la maire de Paris et les 20 maires d'arrondissement, elle rend ses arbitrages et communique les investissements qu'elle valide pour les équipements de proximité et l'espace public. » ●

EN SAVOIR + Mi-avril, une réunion avec tous les maires d'arrondissement permet de ventiler le budget supplémentaire qui viendra dès juillet compléter le budget primitif.

Quid du budget participatif ?

Au total, 480 millions d'euros seront consacrés au budget participatif sur la durée de la mandature. À compter de 2015, les habitants soumettent eux-mêmes des propositions pour un montant de 75 millions d'euros cette année. Cela impose une nouvelle façon de préparer le budget tout en respectant le programme de mandature. Les projets peuvent concerner l'ensemble de la Ville à travers des thématiques communes ou un arrondissement puisque les mairies

d'arrondissement ont la possibilité de mettre en place un budget participatif local. Elles peuvent y consacrer une enveloppe représentant un maximum de 30 % de leur dotation d'investissements d'intérêt local. Les mairies d'arrondissement bénéficient alors d'un mécanisme d'incitation financière : pour un euro alloué au budget participatif par arrondissement, il est ajouté un euro supplémentaire pour le financement du projet qui sera retenu lors du vote.